

# Malgré le succès planétaire de Thomas Piketty, la gauche française reste dubitative

 [mediapart.fr/journal/france/160920/malgre-le-succes-planetaire-de-thomas-piketty-la-gauche-francaise-reste-dubitative](https://mediapart.fr/journal/france/160920/malgre-le-succes-planetaire-de-thomas-piketty-la-gauche-francaise-reste-dubitative)

16 septembre 2020 Par Romaric Godin

Un an après la publication de *Capital et idéologie*, les propositions contenues dans le dernier ouvrage de l'économiste ne constituent pas, loin de là, un programme commun à la gauche. Explications avec des députés PS, EELV et LFI.

C'est un paradoxe assez surprenant. Thomas Piketty est un des rares économistes français de réputation mondiale « de gauche » – ou qui, du moins, se définit comme tel –, et ses deux derniers ouvrages ont connu un succès planétaire. Dans le dernier, publié au Seuil voici un an, *Capital et Idéologie*, il revendique clairement une ambition politique, avec un chapitre qui contient plusieurs propositions et envisage le « *dépassement du capitalisme* » par l'avènement d'un « *socialisme participatif* ». Et pour autant, la gauche française, elle, semble regarder ailleurs et ne pas prendre en compte l'aspect propositionnel de l'économiste.

Très commodément placé en fin d'ouvrage, le chapitre « *Éléments pour un socialisme participatif au XXI<sup>e</sup> siècle* » ne comptait que 78 pages. C'était une sorte de livre dans le livre permettant de piocher quelques propositions concrètes sans se donner la peine de lire les 1 110 pages précédentes. Bref, c'était un chapitre fait pour les hommes politiques de gauche et un appel du pied clair à intégrer ces propositions dans les futurs programmes de la gauche.



Thomas Piketty et Benoît Hamon pendant la campagne de 2017. © JOHN THYS / AFP  
La première proposition était « *le dépassement du capitalisme et de la propriété privée* » par une « *stratégie d'expérimentation* » du partage du pouvoir dans les entreprises. Ce partage est très inspiré par la cogestion suédoise et allemande, mais devra aller plus loin en plafonnant le droit de vote des actionnaires (à partir de 10 % du capital, les droits de vote sont réduits des deux tiers de leur montant) et en réservant au moins la moitié des droits de vote aux salariés. Les entreprises les plus petites seraient exclues du dispositif.

La deuxième proposition d'importance serait un impôt progressif sur la « *propriété, l'héritage et le revenu* ». Thomas Piketty va très loin dans cette proposition en donnant un tableau de progressivité de l'impôt sur la propriété et le revenu avec des multiples par rapport à la moyenne. Ainsi, un individu qui aurait un patrimoine 10 000 fois supérieur à la moyenne serait redevable d'un impôt annuel sur la propriété de 90 % et sur la succession d'autant. Celui qui aurait un patrimoine inférieur à la moitié de cette moyenne paierait 0,5 % par an et 5 % sur la succession.

Cette imposition progressive forte, qui rappelle à s'y méprendre celle des Trente Glorieuses, permettrait une « *réforme agraire permanente* », fondée sur une « *propriété temporaire* ». Les deux armes de la redistribution seraient alors un revenu de base et un héritage minimal pour tous.

Le chapitre comporte aussi toute une série d'autres mesures concrètes : transparence internationale des patrimoine, réforme de l'éducation, taxation carbone progressive, coopérations internationales renforcées, notamment au sein de l'UE. Bref, il constitue un ensemble qui ressemble fort à un programme politique.

S'est-il traduit dans les faits ? En dépit des fortes ventes du livre et de l'omniprésence médiatique de Thomas Piketty, la gauche politique française ne s'est emparée que partiellement de ces propositions. Et, un an après la publication du livre, l'intérêt porté par les formations politiques et syndicales est très éclaté et va de l'enthousiasme à l'indifférence (la CGT, par exemple, n'a pas répondu aux demandes de Mediapart sur le sujet).

Pour trouver de l'enthousiasme, il faut aller du côté du Parti socialiste. Le député Boris Vallaud porte un « *intérêt déjà ancien* » aux textes de Piketty. « *Il nourrit avec sa "galaxie" formée d'autres économistes, comme Emmanuel Saez ou Gabriel Zucman, un débat critique nécessaire sur l'économie telle qu'elle ne va pas* », explique-t-il. Et d'ajouter : « *Il donne une force scientifique et rigoureuse à un certain nombre de discours politiques qui mettent l'accent sur les inégalités.* »

C'est d'ailleurs un des rares points sur lequel les grandes familles de la gauche se retrouvent. Éric Coquerel, député La France insoumise (LFI), affirme ainsi « *partager avec Thomas Piketty le même constat que nous sommes dans un régime de plus en plus inégalitaire qui connaît actuellement une dérive autoritaire* ». Pour lui, c'est une satisfaction que quelqu'un d'aussi lu que lui s'engage dans un « *projet alternatif au capitalisme* » et accepte l'idée d'un « *nécessaire rapport de force avec le capitalisme financier* ».

**THOMAS  
PIKETTY**



**CAPITAL  
ET  
IDÉOLOGIE**

SEUIL

Quant à David Cormand, député européen d'Europe Écologie-Les Verts, plus critique sur Thomas Piketty, il lui reconnaît aussi d'avoir « *stoppé la fuite en avant de certains à gauche dans le libéralisme* » par ses travaux sur les inégalités.

C'est donc un acquis sur lequel tous tombent d'accord : en dénonçant le régime d'inégalités du néolibéralisme, Thomas Piketty a permis de replacer les inégalités au centre des débats et de mettre en difficulté le discours du « *ruissellement* », dont la politique actuelle montre combien il est encore fertile parmi les élites. « *Piketty, c'est le clap de fin de l'hybris néolibérale* », résume Boris Vallaud.

Mais dès qu'on en vient aux propositions, l'unanimité est moins frappante. Boris Vallaud estime que la question fiscale est désormais centrale et que la crise des « gilets jaunes » n'a fait que l'amplifier. « *La fiscalité juste est une vraie demande de la société* », explique-t-il. Après avoir travaillé avec Gabriel Zucman à deux propositions de loi sur la fiscalité des multinationales, il s'est attelé à déposer des propositions de réforme de l'impôt sur les successions, réforme cette fois inspirée par Thomas Piketty.

« *Nous devons évidemment le traduire politiquement, mais notre idée est que cette réforme doit financer une dotation individuelle à 18 ans et un revenu de base* », explique-t-il. Cette dotation, baptisée AILES (Aide individuelle à l'émancipation solidaire), fait aussi l'objet d'une proposition de loi. Elle est néanmoins différente de celle de Thomas Piketty puisqu'elle est « fléchée » et doit permettre de financer une création d'entreprise, le permis de conduire ou une formation.

Même enthousiasme sur la cogestion, qui est une proposition qui, pour lui, rejoint la vieille idée du PS de la « *codétermination* ». « *C'est une condition pour quitter le court-termisme des marchés, aller vers un modèle plus industriel et prendre en compte l'aspect écologique, mais aussi régler les effrayantes disparités de salaires dans les entreprises* », constate le député socialiste. Boris Vallaud est donc convaincu qu'il faut mettre les propositions de Thomas Piketty en politique par « *les arguments, la conviction et l'acceptation de la contradiction* ». Pour lui, le débat de 2022 ne pourra faire l'impasse sur la question des inégalités et de la fiscalité, ce qui placera Thomas Piketty au centre du jeu.

L'accueil est plus modéré chez Éric Coquerel, qui avait débattu avec l'économiste à Mediapart en 2017. « *Les propositions de Thomas Piketty m'ont intéressé mais ne m'ont pas vraiment inspiré* », résume-t-il. Certes, la question de l'impôt progressif est plutôt bien accueillie à La France insoumise, mais cette dernière dispose déjà de ses propres propositions. En revanche, le député insoumis reste très circonspect sur la proposition de dotation individuelle. « *Je reste plutôt partisan du partage du temps de travail et d'un système qui privilégie la solidarité aux individus* », indique-t-il. D'où également une certaine méfiance vis-à-vis du revenu de base. Il préfère donc mettre l'accent sur le rapport capital/travail, plutôt que sur la seule redistribution.

Le point de friction principal reste l'Europe. Malgré une certaine évolution de Thomas Piketty sur le sujet, Éric Coquerel reste très sceptique sur les idées fédéralistes de l'économiste. « *Pour nous, toute avancée fédérale viendra briser les cadres de*

*résistances étatiques au libéralisme européen et c'est une vraie divergence avec lui »,* indique le député.

Il y a donc peu de chance que le « programme Piketty » soit une source du futur programme de LFI. Mais si Thomas Piketty « *n'est pas une source d'inspiration* » à LFI, c'est du moins un interlocuteur reconnu. « *Thomas Piketty renoue avec la tradition sociale-démocrate dans ce qu'elle a pu avoir de meilleur, et je pense que l'on peut discuter avec cette tradition* », conclut-il.

Les plus sceptiques sont en revanche les écologistes. David Cormand affirme avoir été intéressé par les analyses du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, le précédent ouvrage de Thomas Piketty, qui « *soulignait que la croissance des Trente Glorieuses était plutôt l'exception* ». Mais il a aussi le sentiment que ce constat s'est fait « *presque malgré lui* ». « *Il me semble globalement encore sur des lectures très keynésiennes et redistributives, qui n'intègrent pas vraiment les limites de l'abondance* », juge le député européen, qui estime donc que les approches de Pierre Charbonnier, auteur de l'ouvrage *Abondance et Liberté* (La Découverte, 2020, [dont on lira ici la chronique](#)), sont plus inspirantes pour lui.

Pour David Cormand, la démarche de Thomas Piketty est très « *première gauche* », quand il faudrait construire une « *troisième gauche* » qui lie social et écologie : « *Il se concentre sur la répartition juste des richesses, mais pas sur la sobriété juste qui, précisément, nécessite de redéfinir les richesses.* » Pour lui, l'écologie demeure réellement « *l'angle mort* » de sa pensée.

David Cormand estime aussi que l'évolution de Thomas Piketty sur l'Europe ne le satisfait pas. Et, de manière assez cocasse, la critique est presque exactement l'inverse de celle d'Éric Coquerel : « *Thomas Piketty propose un nouveau Parlement qui serait l'émanation des parlements nationaux, mais le problème de l'Europe, c'est le poids des États. Ce sont eux qui ont empêché que le projet du Parlement européen propose un plan de relance de 2 000 milliards, avec 1 000 milliards d'euros d'investissement. Il faut donc donner plus de pouvoir au Parlement européen, pas créer une nouvelle émanation des États nations.* »

Un an après la parution de *Capital et Idéologie*, le programme politique du dernier chapitre ne s'est pas imposé dans l'univers politique de la gauche française. La tradition marxiste le rejette, l'écologie politique l'estime à contretemps et La France Insoumise reste prudente. Seuls les héritiers de la social-démocratie montrent réellement de l'enthousiasme. C'est cohérent avec la démarche et l'héritage de l'économiste, qui faisait partie de l'équipe de campagne de Benoît Hamon lors de l'élection présidentielle de 2017, et de celle de Ségolène Royal en 2007.

Certes, Boris Vallaud se dit persuadé que l'évolution de Thomas Piketty et sa réputation ne peut que lui donner un écho plus large. Pour le moment, les lignes ne semblent cependant guère bouger. Un succès médiatique n'est pas toujours un gage de succès politique.